ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 696

Texte de la question

CRISE FINANCIÈRE ET SITUATION DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Pascal Terrasse, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pascal Terrasse. Monsieur le président, avant d'interroger M. le Premier ministre sur la crise financière, je veux dire à Mme la ministre des sports que nous sommes d'accord avec elle...

M. Lucien Degauchy. Quand même !

M. Pascal Terrasse. ...pour condamner les actes qui se sont produits hier au Stade de France. Et si nous sommes également d'accord pour dire qu'il faudra vraisemblablement suspendre demain les matchs, en revanche nous n'approuvons pas qu'elle stigmatise un pays, et je pense ici à la Tunisie. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, GDR et sur quelques bancs du groupe UMP.)*

La première des choses que les ministres qui assistaient hier au match auraient dû faire c'est de sortir du stade.

M. Maxime Gremetz. C'est ce qu'avait fait Chirac !

M. Pascal Terrasse. Voilà l'exemple qu'il fallait donner aux jeunes présents dans le stade ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Jean-Marc Roubaud. Ce n'est pas la question.

M. Pascal Terrasse. J'en viens maintenant à ma question.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous changer votre politique économique et sociale ?

Notre pays est frappé par une crise financière sans précédent, laquelle est d'abord la crise d'un système économique à bout de souffle. Chacun sait ici qu'elle conduira inévitablement à une crise économique

M. Jean-Marc Roubaud. Bla-bla-bla !

M. Pascal Terrasse. Et, pour compléter le cycle traditionnel, la crise économique se transformera en crise sociale.

D'ores et déjà, le nombre de chômeurs augmente, sans compter que le nombre de défaillances d'entreprises est en forte croissance.

M. Lucien Degauchy. Demandez à Bernard Tapie d'arranger cela !

M. le président. Monsieur Degauchy !

M. Pascal Terrasse. Depuis plus de six ans que vous êtes aux responsabilités, vous avez démantelé un à un les filets de sécurité qui permettaient de protéger les salariés, notamment lors des plans sociaux. Vous avez vidé de leur contenu l'essentiel des outils les plus pertinents, comme le recours aux AFNE ou encore au dispositif de cessation progressive d'activité.

Vous le savez, les heures supplémentaires pour un petit nombre s'accompagnent d'un chômage structurel, en particulier pour les jeunes et pour les femmes. Le pouvoir d'achat diminue pour le plus grand nombre. Votre politique conduit à toujours privilégier les plus fortunés de nos concitoyens à travers le bouclier fiscal.

Sans compter que je ne suis pas certain que l'on ait bien lu les conclusions du Conseil européen du 7 octobre dernier sous présidence française.

M. le président. Monsieur le député, posez votre question, sinon Mme Batho n'aura pas le temps de poser la sienne.

M. Pascal Terrasse. Vous confirmez qu'il faut renforcer la concurrence sur les marchés des produits et des services ainsi que la poursuite énergique de la flexibilité du marché du travail.

M. Jean-Marc Roubaud. La question !
M. Pascal Terrasse. Où est le changement dans vos orientations politiques ?
Monsieur le Premier ministre, tant sur la scène internationale qu'européenne, il ne sert à rien d'accompagner les organismes financiers si vous poursuivez les politiques qui ont échoué. Vous êtes coupable et responsable. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*
M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi.* Monsieur le député, oui nous allons traverser une période difficile en matière d'emplois.
M. Roland Muzeau. Sans blague !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Cela nécessitera que tous les responsables politiques cherchent ensemble les meilleures solutions pour nos concitoyens.
Permettez-moi de vous dire que je ne suis pas sûr que cette période soit propice à des instrumentalisations politiciennes *(Protestations sur les bancs du groupe SRC)*, qui plus est de la part de quelqu'un que je connais bien et dont j'estime le travail sur le terrain. Je regrette donc vos propos en la matière. *(Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*
Qui a eu le courage d'enclencher la réforme ANPE-ASSEDIC...
Mme Monique Iborra. Elle n'est pas encore mise en place !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* ...qui avait été reportée depuis vingt ans ? Cette majorité.
Qui a le courage de mettre sur la table la réforme de la formation professionnelle...
M. Patrick Roy. Parlons-en !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* ...dont on sait très bien qu'elle heurte un certain nombre de corporatismes ? Cette majorité.
Qui a le courage de mettre en place un meilleur accompagnement individualisé plutôt que de mettre les demandeurs d'emploi sur des voies de garage ? Cette majorité.
M. Jean Glavany. Vaniteux !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Qui a eu le courage de mettre en place des services à la personne qui permettent de travailler sur les nouveaux secteurs où nous pourrons trouver les nouveaux emplois, travail qui a été fait dans le prolongement de M. Jean-Louis Borloo ? *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*
Monsieur le député, permettez-moi de vous dire que s'il est facile d'apostropher le Gouvernement dans l'hémicycle, il ne faut pas oublier les réalités de terrain. J'essaierai d'être à vos côtés quand nous aurons à travailler ensemble sur des dossiers locaux difficiles relatifs à des entreprises.
La semaine dernière, par exemple, nous nous sommes rendus à Sandouville, sur le site de Renault. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*
M. Roland Muzeau. Avec les CRS !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Nous avons essayé de travailler avec tous les élus locaux présents. Du reste, ils étaient tous présents, y compris ceux du parti communiste, sauf les élus locaux du parti socialiste *(Exclamations et huées sur les bancs du groupe UMP)* dont certains ont même argué un rendez-vous chez le dentiste...
M. Frédéric Cuvillier. N'importe quoi !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* ...alors que plusieurs milliers d'emplois étaient en cause. *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Ce n'est pas digne.
De même, alors que nous sommes dans une période de turbulence financière catastrophique, je ne comprends pas qu'on puisse laisser la voie à l'abstentionnisme. Dans une telle conjoncture, il n'y a pas de place pour l'abstentionnisme, mais pour des élus politiques résolument engagés pour l'emploi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur de nombreux bancs du groupe NC.)*

Données clés

Auteur : M. Pascal Terrasse
Circonscription : Ardèche (1re circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 696
Rubrique : Politique économique

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/13/questions/QANR5L13QG696

Ministère interrogé : Emploi
Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 octobre 2008
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2008